



## ***INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION***

### ***ACCORD ou AVENANT portant sur les SALAIRES MINIMAUX***

#### **des OUVRIERS et ETAM**

#### **pour la région Aquitaine**

Entre

D'une part,

- L'Union Régionale des Industries de Carrières et Matériaux de Construction (UNICEM Aquitaine) agissant tant pour son compte qu'au nom et pour le compte de ses syndicats adhérents et de ceux qui lui sont associés relevant des activités économiques mentionnées en annexe et, s'agissant de l'Association Syndicale Professionnelle Minéraux Industriels France, pour ce qui concerne exclusivement les Producteurs de Silice pour l'Industrie

Et d'autre part,

- la CFE CGC BTP SICMA
- la C.F.D.T. Construction Bois
- BATI-MAT-TP C.F.T.C.
- la Fédération Générale F.O. Construction

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

#### **Article 1 – Champ d'application professionnel**

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

## **Article 2 – Champ d’application territorial**

Le présent accord s’applique dans les départements suivants : Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne et Pyrénées-Atlantiques.

## **Article 3 – Salaires mensuels minimaux garantis**

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Echelon 1	<b>1446</b>
	Echelon 2	<b>1 467</b>
Niveau 2	Echelon 1	<b>1 472</b>
	Echelon 2	<b>1 493</b>
	Echelon 3	<b>1 538</b>
Niveau 3	Echelon 1	<b>1 545</b>
	Echelon 2	<b>1 569</b>
	Echelon 3	<b>1 616</b>
Niveau 4	Echelon 1	<b>1 624</b>
	Echelon 2	<b>1 651</b>
	Echelon 3	<b>1 709</b>
Niveau 5	Echelon 1	<b>1 714</b>
	Echelon 2	<b>1 768</b>
	Echelon 3	<b>1 891</b>
Niveau 6	Echelon 1	<b>1 923</b>
	Echelon 2	<b>1 999</b>
	Echelon 3	<b>2 158</b>
Niveau 7	Echelon 1	<b>2 201</b>
	Echelon 2	<b>2 333</b>
	Echelon 3	<b>2 544</b>

## **Article 4 – Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l’article 6 de l’Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l’exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d’ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l’intéressement, de la participation aux résultats de l’entreprise et de l’épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

#### **Article 5 – Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1<sup>er</sup> mai 2014.

#### **Article 6 – Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

#### **Article 7 – Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D-2231.2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffé du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

#### **Article 8 – Délai d'opposition**

En application de l'article L-2231.7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Fait à Bordeaux

Le 23 mai 2014

**ANNEXE : LISTE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES RELEVANT DU CHAMP  
D'APPLICATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES DES INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE  
MATERIAUX DE CONSTRUCTION ET ENTRANT DANS LE CHAMP DU PRESENT ACCORD**

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

**Dans la classe 14                      Minéraux divers**

Le groupe 14.02                      Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie

**Dans la classe 15                      Matériaux de construction**

Le groupe 15.01                      Sables et graviers d'alluvions  
Le groupe 15.02                      Matériaux concassés de roches et de laitier  
Le groupe 15.03                      Pierres de construction  
Le groupe 15.05                      Plâtres et produits en plâtre  
Le groupe 15.07                      Béton prêt à l'emploi  
Le groupe 15.09                      Matériaux de construction divers

**Dans la classe 87                      Services divers (marchands)**

Le groupe 87.05                      pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Pour l'UNICEM Aquitaine

Pour la CFE CGC BTP SICMA

Pour BATI-MAT-TP C.F.T.C.

Pour la C.F.D.T. Construction Bois

Pour la Fédération Générale F.O. Construction